



---

## **GESTION DU SERVICE PUBLIC DE L'EAU POTABLE**

**\*\*\*\*\***

## **COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE LANDERNEAU DAOULAS**

---

**Rapport du Président au conseil de Collectivité présentant  
les motifs de son choix et l'économie générale du contrat  
de délégation de service public relatif à la gestion du  
service public de l'eau potable**

**Établi en vertu de l'article L 1411-5 *in fine* du CGCT**

**NB :** Le présent rapport comporte des données couvertes par le secret professionnel et commerciale. Ces données ne doivent pas être divulguées. La confidentialité de l'offre doit être respectée.

## I- RAPPEL DU CONTEXTE ET DE L'OBJET DU CONTRAT

La compétence eau potable est actuellement exercée de manière très diverse sur le territoire communautaire :

- Soit par la commune directement, en régie ou dans le cadre d'une délégation de service public par affermage ;
- Soit par un syndicat intercommunal à vocation unique dans le cadre d'une délégation de service public par affermage ou concession ;
- Soit par un syndicat à vocation multiple intervenant en régie.

Par délibération n°DCC2018\_002, le conseil de Communauté du 29 juin 2018 a approuvé le principe de la gestion du service public de l'eau potable sous la forme d'une délégation de service public confiée à la SPL Eau du Ponant dans le cadre d'un contrat de quasi-régie.

Dans le délai de trois mois suite à la notification aux maires de la délibération du conseil de Communauté, les communes ont décidé du transfert de la compétence eau potable à la Communauté de communes du Pays de Landerneau-Daoulas à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019 dans les conditions de majorité requises.

## II – RAPPEL DE LA PROCEDURE SUIVIE

La Communauté de communes du Pays de Landerneau-Daoulas exerçant sur la SPL Eau du Ponant un contrôle analogue à celui qu'elle exerce sur ses propres services, la passation de ce contrat de concession n'est régie par aucune procédure de publicité et de mise en concurrence conformément à l'article 16 de l'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016.

La procédure de passation du contrat de concession a été menée dans le respect des dispositions des articles L1411-1 et suivants du code général des collectivités territoriales (CGCT), de la manière suivante :

|  |                         |
|--|-------------------------|
| - Dématérialisation du DCE sur la plateforme Mégalis Bretagne            | 11 octobre 2018         |
| - Remise de la candidature et de l'offre                                 | 19 octobre 2018 à 12h00 |
| - Réunion de la commission DSP pour l'ouverture des plis                 | 19 octobre 2018 à 17h15 |
| - Réunion de la commission DSP pour présentation de l'analyse de l'offre | 25 octobre 2018 à 18h00 |
| - Réunions de négociation avec la SPL EAU DU PONANT                      | 8 et 19 novembre 2018   |
| - Réunion de mise au point du contrat                                    | 23 novembre 2018        |

### III – MOTIFS DE CHOIX

- 1/ L'appréciation de l'offre de la SPL a été effectuée sur la base du mémoire technique détaillant les engagements, actions et moyens proposés par le candidat pour gérer le service public de l'eau potable et satisfaire les 8 objectifs mentionnés à l'article 4 du projet de contrat, à savoir :
- Garantir un approvisionnement en eau de qualité
  - Placer l'utilisateur au cœur du service
  - Assurer une gestion rigoureuse et transparente du service
  - Garantir l'accès au service
  - Assurer la performance du réseau et des installations
  - Maintenir un juste niveau d'entretien et de valorisation du patrimoine
  - Mettre en œuvre un système de management certifié et écologiquement responsable
  - Favoriser les partenariats actifs entre les services publics

Le candidat a également ajouté deux autres objectifs :

- Offrir un modèle d'entreprise de proximité : la localisation du candidat et sa construction historique en font une entreprise de référence en matière de proximité
- Favoriser l'émergence d'une expertise publique de référence dans le domaine de l'eau : le candidat proposera des sujets de Recherche et Développement à mener sur le territoire

Il est à noter que ces objectifs sont assortis d'indicateurs définis au contrat. Ils se verront affecter une valeur d'objectif à partir de 2020, permettant au candidat de consolider les données de services aujourd'hui multiples. Un avenant est prévu fin 2019 pour notamment définir ces valeurs.

- 2/ L'analyse détaillée de l'offre du candidat pour satisfaire les 8 objectifs mentionnés à l'article 4 du projet de contrat (rappel de l'objectif, rappel des engagements/actions/moyens proposés par le candidat, et conclusion) peut être synthétisée comme suit :
- Garantir un approvisionnement en eau de qualité :
    - Le Concessionnaire exploite dans les règles de l'art les ouvrages confiés en privilégiant la ressource en eau locale
    - Il délivre une eau conforme à la réglementation en vigueur et gère les situations de crise qui pourraient survenir
  - Placer l'utilisateur au cœur du service :
    - Information au moins annuelle de la qualité de l'eau
    - Proposition de rendez-vous sous 8 jours (ou 15 jours pour les contrôles des installations privées)
    - Assistance téléphonique 7j/7 et 24h/24 avec intervention sous 2 heures
    - Accueil téléphonique du lundi au vendredi de 8h30 à 12h15 et de 13h15 à 17h30 pour les démarches courantes
    - Réponse écrite aux demandes écrites sous 15 jours
    - Accueil usagers à la Station d'épuration de la Zone Industrielle du Bois Noir – 29800 LANDERNEAU, du mardi au vendredi de 9h30 à 12h15 et de 13h15 à 17h30
    - Ouverture ou fermeture du branchement le 2<sup>e</sup> jour ouvré qui suit la demande
    - Envoi du devis de création de branchement sous 2 jours ouvrés après

la réception de la demande, si opération forcée après visite sur site

- Réalisation des travaux de création des branchements neufs sous 15 jours à réception de l'ensemble des documents
  - Campagnes de communication régulières
  - Promotion de la mensualisation pour le paiement des factures, tout en permettant des modes de paiement variés
- Assurer une gestion rigoureuse et transparente du service
    - Un prix de l'eau défini au contrat, basé sur la convergence tarifaire définie par la Collectivité
    - Une actualisation des tarifs rendus aux usagers déterminée au contrat
    - Un suivi des dépenses et des recettes propres au contrat, isolées comptablement chez le candidat
    - Une politique de recouvrement précise et détaillée
  - Garantir l'accès au service
    - Un correspondant « solidarité eau » est mis à disposition des usagers
  - Assurer la performance du réseau et des installations
    - Un service disponible et maîtrisé : une procédure de communication entre le candidat, la Communauté de communes et les communes concernées par des événements sur le service public d'eau potable est proposée par le candidat.
    - Une exploitation du service automatisée et optimisée : le recours à la télésurveillance permet de piloter le service public de l'eau potable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019
  - Maintenir un juste niveau d'entretien et de valorisation du patrimoine
    - Rendement : au minimum celui issu du calcul de la Loi Grenelle 2 ; cette valeur sera affinée, ainsi que celle de l'indice linéaire de pertes au terme de la 1<sup>ère</sup> année d'exploitation pour être intégrées à l'avenant
    - Le candidat met en œuvre une recherche de fuites ajustée, propose un plan pluriannuel de renouvellement des canalisations
    - Le programme de travaux est annexé au contrat, basé sur la PPI pour le périmètre confié
  - Mettre en œuvre un système de management certifié et écologiquement responsable
    - Certification ISO 9001 v2015 en cours de demande
    - Limitation des impacts sur l'Environnement (optimisation des consommations énergétiques, réductions des fuites, dématérialisation des documents, gestion des sous-produits, ...)
    - Interventions des agents en sécurité et report des informations
  - Favoriser les partenariats actifs entre les services publics : la mutualisation mise en place par le candidat entre services publics est maintenue et appuyée par l'accueil physique des usagers à la station d'épuration du Bois Noir à Landerneau

La démarche du candidat vise à une gestion raisonnée des renouvellements par la mise en place d'une gestion de la maintenance assistée par ordinateur, et l'analyse du fonctionnement réel des équipements pour éviter un renouvellement systématique qui serait plus onéreux, hors les équipements à durée de vie réglementaire.

Par ailleurs, les compteurs seront renouvelés par analyse statistique du territoire communautaire, ce qui permet là encore d'optimiser ce poste de dépense tout en préservant le patrimoine de la Collectivité.

Le programme de travaux confiés au candidat est annexé au contrat ; il reprend les conclusions de l'étude patrimoniale et le programme de l'année à venir, et sera validé par la Collectivité chaque année.

Enfin, il n'y a pas de sanctions financières en cas de manquement aux obligations contractuelles (pénalités) mais une gouvernance renforcée est mise en place avec une réunion annuelle de calage et suivi du contrat et de ses engagements, hors la participation de la Collectivité aux instances de la SPL Eau du Ponant.

**Conclusion** : Compte tenu de la solidité de l'offre de la SPL Eau du Ponant, de la qualité et de la pertinence des propositions formulées pour la gestion du service de l'eau potable, du fait que l'offre de la SPL Eau du Ponant apparaît raisonnable sur le plan financier, le Président propose de retenir l'offre de la SPL Eau du Ponant.

#### **IV – PRESENTATION DE L'ECONOMIE GENERALE DU CONTRAT**

---

Conformément aux dispositions combinées des articles L. 1411-5 et L. 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, vous trouverez ci-après une présentation de l'économie générale du contrat étant précisé que le projet de contrat peut être consulté par tout conseiller sur simple demande écrite formulée auprès de Madame Sandra CRENN (sandra.crenn@ccpld.bzh).

##### **a) Durée**

Le contrat a une durée de 9 ans, justifiée par les investissements confiés au candidat, avec un démarrage au 1<sup>er</sup> janvier 2019.

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019 :

- Les territoires communaux de La Forest-Landerneau, Pencran, Tréflévénez, Saint-Urbain, Le Tréhou, Irvillac, Saint-Eloy, Logonna-Daoulas, Hanvec, et l'Hôpital-Camfrout
- Le territoire syndical du Sidep (par résiliation anticipée du contrat actuel) comprenant les communes de La Roche Maurice, Plouedern, Landerneau, Trémaouézan
- Le territoire des communes de Ploudiry et La Martyre (SIPP sur la partie du territoire communautaire)
- Les ouvrages du SMAEP pour les territoires des communes de Daoulas, l'Hôpital-Camfrout, Irvillac, Le Tréhou, Logonna-Daoulas, Saint-Urbain, Loperhet, Dirinon et Hanvec

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022, le territoire syndical du SIE de Keranc'hoat comprenant les communes de Dirinon et Loperhet d'une part, et la commune de Daoulas d'autre part.

##### **b) Objet/Missions principales**

Les missions confiées au Concessionnaire sont les suivantes :

- La production, le stockage et la distribution :
  - Sécuriser les approvisionnements en eau (connexion, garantie des pressions) ;

- S'assurer de l'entretien, la pérennisation et du maintien des ressources d'alimentation en eau ;
  - Entretenir les canalisations, les appareils hydrauliques, les équipements de mesure et d'instrumentation, les réservoirs d'eau potable ;
  - Gérer la distribution de l'eau dans les réseaux et garantir la pression ;
  - Assurer les opérations de régulation ;
  - Gérer les branchements (entretien, remplacement, ouverture et fermeture de branchements) ;
  - Mettre en œuvre des nouveaux réseaux ;
  - Contrôler la qualité des eaux distribuées en tout point du réseau ;
  - Gérer les dispositifs de comptage ;
  - Financer les investissements prévus au contrat.
- 
- Le contrôle du service incendie, par le biais d'une convention avec chaque commune membre de la Communauté :
    - Sécuriser les approvisionnements des poteaux incendie ;
    - Surveiller et contrôler réglementairement les hydrants pour le compte des communes membres de la Communauté.
- 
- La gestion de la relation à l'usager :
    - Assurer le comptage des volumes vendus aux usagers ;
    - Facturer les services rendus (en application du règlement de service) ;
    - Gérer les factures impayées et assurer la Correspondance Solidarité Précarité ;
    - Percevoir les produits et redevances ;
    - Gérer et traiter les plaintes et réclamations ;
    - Assurer la communication à destination des usagers ;
    - Gérer les impayés.

### **c) Biens mis à disposition**

L'ensemble des biens nécessaires à l'exécution du service public d'eau potable dont l'inventaire détaillé et précis sera construit la 1<sup>ère</sup> année du contrat, sera mis à disposition du concessionnaire.

### **d) Clauses financières**

La convergence tarifaire définie par la Collectivité est reprise comme donnée d'entrée de la construction de l'offre financière du candidat. Elle sera arrêtée dans le courant de l'année 2019 pour être rendue applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2020. Les tarifs applicables sont ceux adoptés par les communes pour l'année 2019.

Ses tarifs sont définis à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019, ils seront ensuite actualisés par l'application d'une formule inscrite au contrat.

Le Concessionnaire facturera la part communautaire et la reversera au délégant. Pour les prestations complémentaires, un bordereau de tarifs est indexé au contrat.

La Collectivité pourra verser des subventions d'investissement le cas échéant (notamment pour le transfert des excédents en 2019).

### **e) Contrôles**

La Collectivité, en sa qualité d'actionnaire en DSP, participera (avec au moins 1 membre délibératif) à chaque commission instituée par les statuts et le règlement intérieur d'Eau du Ponant, notamment au sein de la Commission d'Appel d'Offres (CAO) mise en place pour application de la réglementation sur les marchés publics à laquelle est soumise la SPL Eau du Ponant en sa qualité de pouvoir adjudicateur.

La Collectivité, en sa qualité d'actionnaire en DSP, pourra saisir le Conseil d'Administration de la SPL en cas de manquement grave, avéré et signifié de celle-ci à ses obligations contractuelles, et après que les autres voies de résolution possibles auront été utilisées.

### **f) Remise des biens de retour en fin de contrat**

Les biens de retour sont remis en fin de contrat, avec une possibilité de contrôle de l'état des ouvrages 6 mois avant la fin du contrat.

Les biens financés par le Concessionnaire, non amortis en fin de contrat, et faisant partie intégrante de la concession, seront remises à la Collectivité moyennant, une indemnité calculée selon la valeur nette comptable.

## **II- CONCLUSION**

---

**Compte tenu de ce qui précède, je vous demande donc :**

- D'approuver le choix opéré en faveur de la SPL Eau du Ponant et les motifs associés à ce choix tels que ci-avant évoqués ;
- D'approuver l'économie générale du contrat ci-avant décrite y compris les clauses et conditions tarifaires et financières ;
- D'autoriser le Président à signer le contrat de concession sous forme de délégation de service public avec la SPL Eau du Ponant pour la gestion du service public de l'eau potable.

**Sont joints au présent envoi :**

- le procès-verbal de la commission de délégation de service public portant ouverture des plis « candidature » et « offre » et le rapport d'analyse de la candidature annexé,
- le rapport d'analyse technique, juridique et financière de l'offre,
- le procès-verbal de la commission de délégation de service public portant rapport d'analyse des offres et avis de la commission de délégation de service public au sens de l'article L1411-5 du CGCT.

A Landerneau, le 26 novembre 2018,

**Le Président,  
Patrick LECLERC**